

REPUBLIQUE FRANCAISE

-----  
Liberté Égalité Fraternité

Département de la SEINE-MARITIME  
Arrondissement de ROUEN  
Canton de NOTRE-DAME-DE-BONDEVILLE  
Ville de MALAUNAY

**ARRÊTÉ DU MAIRE**  
**REALISATION D'UNE FOUILLE SUR LA CHAUSSEE POUR RECHERCHE DE RESEAU TELECOM**  
**ENDOMMAGE AVEC POSE D'UNE CHAMBRE TELECOM**  
**RUE DU DOCTEUR LEROY**  
**(ENTREE DU GYMNASE BATUM – LOCAL PLONGEUR)**

**LE MAIRE DE LA COMMUNE DE MALAUNAY**

VU,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à 6,
- Le Code de la Route et notamment l'article R. 417-10,
- Les arrêtés du 24 Novembre 1967 et du 7 Juin 1977 modifiés, relatifs à la signalisation routière,
- L'arrêté du 6 Novembre 1993 relatif à la signalisation routière temporaire,
- Le règlement de voirie métropolitain adopté par délibération du 1<sup>er</sup> avril 2019,

CONSIDERANT

- La demande datée du 9 novembre 2023 présentée par l'entreprise GARCZYNSKI.
- Que celle-ci n'est pas incompatible avec la destination du domaine public, l'intégrité des ouvrages et la sécurité des usagers de l'espace public.
- Qu'en raison du déroulement des travaux de réalisation d'une fouille sur la chaussée pour recherche de réseau Télécom endommagés avec pose d'une chambre Télécom réalisés par l'entreprise GARCZYNSKI, il y a lieu de modifier momentanément la circulation et le stationnement sur ces voies.

**A R R E T E**

Article Ier.- REGLEMENTATION

Du 27 novembre au 08 décembre 2023, les mesures suivantes sont applicables rue du Docteur Leroy (Entrée du gymnase BATUM – Local plongeur).

**Article 1.1.-** Circulation

- Les piétons suivent le cheminement balisé par l'entreprise GARCZYNSKI.
- La rue du Docteur Leroy (au niveau de l'entrée du gymnase Batum) est barrée et fermée à la circulation sur 1 à 2 jours pendant la durée des travaux de 8h30 à 16h30 (fermeture programmée le mercredi 29/11).
- L'accès aux riverains est maintenu pendant les travaux.
- La chaussée est réduite au droit des travaux avec un empiètement sur la chaussée.
- Une déviation est assurée par l'entreprise GARCZYNSKI par la rue du Coton et la rue Georges Pellerin.

**Article 1.2.-** Stationnement

Le stationnement des véhicules, excepté pour l'entreprise GARCZYNSKI est interdit et qualifié de gênant au sens de l'article R417-10 du Code de la Route au droit du chantier, à proximité des travaux et au fur et à mesure de l'avancement.

Article II.- SIGNALISATION

La signalisation de chantier est mise en place par l'entreprise GARCZYNSKI. Elle est chargée de sa surveillance et de son entretien pendant toute la durée du chantier. Elles seront tenues responsables 24h/24 de tout accident ou incident qui pourrait être causé par leur négligence.

L'entreprises GARCZYNSKI est dans l'obligation de poser l'ensemble des panneaux de signalisation conformément à la réglementation en vigueur en se référant au manuel de chantier en voirie urbaine (CERTU).

L'entreprise GARCZYNSKI est tenue de pouvoir fournir au gestionnaire de la voirie et à la commune la date et l'heure exacte de la pose et dépose des panneaux de signalisation mis en place, du masquage et du démasquage de la signalisation existante.

Le masquage et le démasquage des panneaux sont pris en charge par l'entreprise suivant l'avancement des travaux pour permettre une signalisation cohérente avec les mesures prises dans cet arrêté.

Article III : Le présent arrêté devra être affiché sur le chantier par le soin de l'entreprise GARCZYNSKI.

Article IV : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès verbaux et poursuivies conformément à la loi.

Article V : Monsieur le Maire, Monsieur le Commissaire de Police de Rouen, Monsieur le Brigadier Chef Principal de Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur du SAMU, la Direction des Déchets, la Direction des Transports la Métropole et Monsieur le Directeur de l'entreprise GARCZYNSKI.

Fait à Malaunay, le 23 Novembre 2023



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication